

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{ème} ANNEE — N° 111

13 septembre 3 octobre 1971

LE NUMERO :

0,50 F

L'été chaud du grand capital

Les négociations Nixon-Mao ne datent pas d'hier : elles se sont poursuivies pendant deux ans, alors même que les deux partenaires se proclamaient bien haut les champions, l'un du « monde libre » contre le péril « communiste », et l'autre de la lutte victorieuse des peuples opprimés contre l'impérialisme américain. Mais lorsque Nixon décida de révéler urbi et orbi que tout était prêt pour une rencontre entre l'avocat-président et le président-penseur, non seulement il ne consulta pas l'opinion publique, mais pas même les pays « alliés » : il les mit simplement devant le fait accompli ; et Mao l'imita devant ses fidèles.

Un mois plus tard, la menace toujours plus pressante de l'inflation et le déficit désormais irréversible de la balance des paiements amenèrent le gouvernement américain à « suspendre » la convertibilité du dollar en or, à introduire de fortes surtaxes sur les importations, à congeler « provisoirement » les prix et les salaires, etc. Nixon, porte-parole du gouvernement, ne s'inquiéta pas davantage de connaître l'avis non seulement de l'opinion publique, mais même de ses fidèles alliés. Il leur dit simplement : Voilà ce que j'ai décidé ; si vous êtes contents, tant mieux ; si vous n'êtes pas contents, c'est pareil.

Trois années auparavant son compère Brejnev, à la tête des pays du Pacte de Varsovie, s'était bien gardé de prévenir non seulement ses sujets « socialistes » de toutes les Russies mais même les partis « frères », qu'il allait occuper militairement la Tchécoslovaquie. Grand scandale en Occident : tout le monde se mit à crier qu'il avait violé les éternels principes. Mais aujourd'hui, été 1971, ce n'est pas un Saint Venceslas qui hoche la tête, désolé et impuissant, devant le défilé des chars ; aujourd'hui, sous le bombardement en tapis du discours de Nixon, tous les Saints patrons cachés dans les niches invisibles des cathédrales de Notre-Dame de la monnaie et de Notre-Seigneur le Capital ont tremblé, impuissants et mélancoliques, sur leurs piédestaux.

Les mystificateurs sont démythifiés, et par les faits eux-mêmes. Il n'y a pas « totalitarisme » à l'Est et « anti-totali-

tarisme » à l'Ouest. De part et d'autre règnent précisément ces « éternels principes » au nom desquels la bourgeoisie abattit le régime féodal et sa fille la démocratie prétendit avoir vaincu le fascisme : liberté pour le faible de subir la loi du plus fort, égalité des vassaux devant le super-grand, fraternité des enfants sous le fouet du père-tyran ; et ce dans les rapports entre les Etats comme dans les rapports entre les classes. Une fois de plus, mais cette fois plus clairement que jamais, la démocratie s'est révélée, à l'Ouest comme à l'Est, la sœur jumelle du fascisme qu'elle prétendait avoir définitivement vaincu et enterré au cours de la seconde guerre mondiale. La démocratie a ôté son voile (ou mieux ses hot pants). Si elle avait pu choisir, elle s'en serait bien passée, tant le rôle de pucelle lui convient ; mais elle n'a pas pu : ce qui était en jeu avait plus de prix qu'un masque.

La crise du dollar

Entre autres petits bâtards nés de l'alliance démocratique de la seconde guerre mondiale, il y avait les accords — fameux désormais — de Bretton Woods, en vertu desquels le dollar, lui-même lié à l'or par un certain rapport, devenait l'étalon de toutes les devises et donc des échanges mondiaux. Deux fictions parmi les nombreux mensonges qui forment l'Himalaya de la mystification démocratique, entouraient cette naissance. D'abord, on prétendait qu'il s'agissait d'une convention librement établie par les différentes parties, alors que ces accords n'étaient en réalité que la simple reconnaissance d'une donnée de fait : l'écrasante suprématie économique, et donc politique, des U.S.A., suprématie que tous les « vainqueurs » de l'immense carnage avaient d'ailleurs contribué à édifier. Ensuite, comme dans la mytho-

logie gaulliste, où l'or est stable parce qu'il est un « produit de la Nature », on prétendait que le dollar possédait la vertu naturelle intrinsèque d'être stable et immuable, reflet de l'éternité du mode de production bourgeois en général, et de l'équilibre économique, politique et commercial issu de la seconde guerre mondiale en particulier, alors que le dollar, comme toutes les monnaies, n'est en fait que le symbole extérieur et tangible de rapports sociaux et par conséquent historiques. A tout seigneur tout honneur : la « famille des peuples » enfin libres, égaux et fraternels, mettait son espoir de « stabilité perpétuelle » dans un administrateur délégué qu'on supposait d'une solidité de granit et qui, s'étant engraisé au cours des deux guerres alors que les autres maigrissaient (ou mourraient), offrait les meilleures garanties

de la guider vers les paradis du « bien-être », de la « société d'abondance », ou de la « nouvelle frontière ».

Le premier de ces mythes, auquel il n'est guère probable que les bourgeois croyaient vraiment, est aujourd'hui démolit par les faits, comme il l'avait été déjà par la critique marxiste. L'accord de Bretton Woods avait été subi, et aujourd'hui on subit son enterrement : la loi du plus fort consiste à entraîner avec soi le plus faible non seulement pour le meilleur, mais aussi et surtout pour le pire.

Malgré tout, le faible trouvait commode de s'appuyer sur la richesse du plus fort, c'était une condition pour survivre d'abord, pour renaître ensuite. Aujourd'hui le faible devenu un peu plus robuste (ce n'est pas un hasard si les deux vaincus de la dernière guerre, l'Allemagne et le Japon, sont les deux pays les plus directement visés par la « bombe » de Nixon) proteste parce que le bon papa d'il y a vingt-cinq ans « exporte l'inflation » qui le tenaille ; et le bon papa de répondre, avec la même logique, qu'il s'est saigné aux quatre veines pour faire des cadeaux sans lesquels sa famille n'aurait jamais pu se remettre à flot, en prenant la « charge » de défendre un ordre international que tous reconnaissent comme sacrosaint, en « sauvant la liberté », entre autres, en Corée et au Vietnam, en ouvrant son marché à des conditions au fond scandaleusement avantageuses. Je vous ai aidés ? Eh bien, aidez-moi maintenant !

Il dit même plus : Nous étions une famille unie et harmonieuse tant que j'en étais le seul chef (avec le *partnership* de la Russie, bien sûr, mais mieux vaut un associé que cinquante !). Quelle sorte de famille êtes-vous donc ? Est-ce que l'Angleterre m'a ou vous a demandé la permission de dévaluer la livre en 67 ? Est-ce que la France m'a ou vous a demandé la permission de dévaluer le franc en 69 ? Et l'Al-

(Suite page 4)

BOLIVIE :

Antifascisme et antiimpérialisme sont les deux mamelles du frontisme

Le nième coup d'Etat bolivien vient de renverser un « général de gauche » au profit d'un « colonel de droite »... L'absence à peu près complète de résistance populaire (au sens d'une lutte de masse) montre que les étiquettes politiques ne recouvrent pas de grandes différences dans ce malheureux pays où personne n'est prêt à mourir pour elles. Personne... à part des étudiants qui croient sans doute à la différence entre la droite et la gauche parce qu'il l'ont lue dans les livres. En bombardant l'université, le régime du colonel Banzer s'est chargé de les confirmer dans leurs convictions : ce n'est pas un régime démocratique qui ferait tirer sur des étudiants désarmés, n'est-ce pas ?

L'identité entre violence étatique et « fascisme » est à ce point ancrée dans l'économie politique à l'usage des téléspectateurs que de tels actes font reconnaître à coup sûr cette lèpre brune qui doit faire contre elle l'unanimité des honnêtes gens. Et de fait, cette belle unanimité se réalise : « Le Monde » du 30 août nous apprend qu'un « Front de résistance révolutionnaire, regroupant les partis socialistes, communiste, trotskiste et d'autres formations d'extrême gauche, a été constitué en Bolivie ».

Bravo pour l'union sacrée de tous les démocrates. Liquidés les méchants sectaires qui voulaient diviser le prolétariat et le mouvement ouvrier boliviens. Le « Front » va même jusqu'à faire une critique de l'action passée de ses membres : « n'ayant pu abandonner leurs pratiques sectaires, ils n'ont pu constituer l'instrument politique que du prolétariat et faire front contre l'insurrection militaire fasciste, qu'ils savaient inévitable ». Autrement dit, si nous avions pu faire ce front hier, l'inévitable aurait été évité et nous ne serions pas obligés de le faire aujourd'hui...

Faire un front, mais contre qui ? Le fascisme ne serait plus le seul à faire l'unanimité ?... Il suffit de voir la solution que le voisin chilien a adoptée : un « Front Populaire antiimpérialiste » pour le droit du Chili à se vendre au plus offrant et non plus seulement aux U.S.A. Antifascisme et antiimpérialisme sont les deux mamelles du frontisme.

Que les trotskistes traînent encore dans un front n'est pas pour surprendre. La crise du mouvement ouvrier se résume pour eux à « une crise de direction » selon la formule malheureuse de Trotsky. Le problème, pour eux, est de se faire RECONNAITRE comme direction de rechange au stalinisme et à la social-démocratie. Ces directions « dévoient » les impulsions « saines » de la base ; elles utilisent un mouvement « de classe », des organisations « de classe » à des fins mesquines et électorales, etc... Mais le stalinisme et son compère social-démocrates encadrent si étroitement « la classe » que c'est seulement en s'alliant avec eux que les trotskistes pourront les démasquer. Conclusion de cette morale politique un peu curieuse : c'est en aidant les stalinistes à faire leurs saloperies qu'on ouvre les yeux des masses sur les dites saloperies.

Or le mouvement ouvrier — au sens classiste — est détruit à l'échelle mondiale. L'isolement des noyaux prolétariens et l'hégémonie stalinienne en sont la preuve. Maintenant moins que jamais le frontisme n'est une solution : on ne s'allie pas avec l'ennemi et encore moins si le rapport des forces est en sa faveur. Les stalinistes, en Bolivie comme ailleurs, ne sont pas autre chose que des agents directs de la bourgeoisie ; toute alliance — sous quelque prétexte que ce soit — avec eux ne fait que retarder la constitution du prolétariat en classe c'est-à-dire en PARTI et non pas en FRONT.

Contre la démocratie ouvrière

Face au monopole des stalinistes sur la classe ouvrière, le trotskysme agit depuis plus de quarante ans la revendication de « démocratie ouvrière ». Que les communistes soient les ennemis mortels de toute forme de démocratie dans les pays qui ont déjà accompli leur révolution démocratique-bourgeoise, voilà ce que le trotskysme ne peut absolument pas comprendre. Que la démocratie soit spécifiquement bourgeoise, dans son principe même, voilà ce qu'il est incapable de soupçonner, et voilà ce qui se trouve à la base de son avilissement pratique dans sa lutte contre les stalinistes.

L'orateur chahuté dans une réunion publique, le diffuseur de tracts roué de coups ou le syndiqué expulsé d'une assemblée d'ouvriers manu militari poussent tous un cri plaintif et indistinct, qui ressemble à une plainte et à un glapissement. Ce cri surprenant par lequel les trotskystes semblent implorer les stalinistes, c'est celui de « démocratie ouvrière ». On aurait tort de croire qu'il s'agit là de naïveté toute simple ; c'est de la naïveté compliquée. Les trotskystes expliquent que s'ils réclament la démocratie ouvrière à leurs adversaires, c'est pour mieux les démasquer aux yeux des ouvriers. Les buviers

comprendront sûrement, disent-ils, que la libre expression des tendances est une nécessité de la lutte politique, et que les débats au sein du mouvement ouvrier doivent être libres ; c'est d'ailleurs ce que signifie l'expression même de « démocratie ouvrière ». Nous aurions tort de « dénoncer » purement et simplement les stalinistes ; les ouvriers ne nous comprendraient pas ; nous devons au contraire lutter pour être admis comme une des tendances du mouvement ouvrier, seule possibilité de faire dès aujourd'hui un travail effectif dans la classe ouvrière.

Cette politique est absolument

étrangère au communisme : elle repose sur une formidable erreur théorique, l'incompréhension de l'opposition radicale, de principe, qui existe entre communisme et démocratie. Elle correspond à une déviation activiste, elle est une « adaptation » à la situation présente. Enfin, elle est grosse de dangers pour l'avenir.

Le communisme est incompatible avec la démocratie. Celle-ci explique que les individus, tous porteurs d'une petite parcelle de la raison universelle, décident eux-mêmes, par un acte de volonté, de leur destin : la minorité, dans l'intérêt de la conservation de la communauté, décide alors de se soumettre. Par exemple, dans la théorie classique, des individus, qui ne s'étaient pas connus jusque là, se rencontrent et décident de sacrifier une partie de leur liberté individuelle pour garantir la liberté générale. Par cet acte de volonté, une constitution vient d'être fondée. Il ne reste plus à l'organisation sociale qu'à épouser les formes constitutionnelles que lui propose le

(Suite page 3)

REUNION PUBLIQUE

A PARIS

Le vendredi 24 septembre, à 20 h 45, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins :

Ce que fut en réalité le front populaire

Tout en trahissant en fait le combat des salariés, l'opportunisme doit faire semblant de se battre, sans quoi il ne remplirait plus son rôle, et la bourgeoisie en viendrait bien vite à se passer de ses services au profit de méthodes plus expéditives, comme elle le fit à d'autres époques. Aussi, de trimestre en trimestre, alors qu'éclatent ça et là des grèves qu'il n'avait pas prévues et qu'il se hâte d'étouffer, l'opportunisme syndical, avec la lenteur et la majesté du rythme des saisons, organise de vastes « campagnes revendicatives » qui trouvent en même temps leur apothéose et leur liquidation au cours de tristement célèbres « journées nationales d'action ». Et, sans doute pour tenter de combattre la lassitude qu'engendre chez le syndiqué la monotonie de ce rite, les « théoriciens syndicaux » se mettent en frais et découvrent, avec une belle spontanéité, de nouveaux « axes revendicatifs », de nouveaux « thèmes de lutte ».

L'année sociale qui vient de s'écouler a vu apparaître successivement les campagnes « contre la fiscalité de classe », « pour l'amélioration des transports en commun » et enfin « pour l'avancement de l'âge de la retraite ».

Ce perpétuel renouvellement des thèmes de lutte, les opportunistes le justifient par une multitude d'arguments tous plus « savants » et « habiles » les uns que les autres ; il est nécessaire, disent-ils, d'attaquer l'adversaire sous tous les angles, de sensibiliser la classe ouvrière en lui faisant toucher du doigt tous les aspects de l'exploitation et enfin, dernier point, mais pas le moindre, de se gagner les faveurs de la toute puissante et mystérieuse déesse « Opinion publique ».

Nous communistes, nous dénonçons la politique de l'opportunisme en général, et nous condamnons ces « campagnes » en particulier comme des *diversions*. Elles n'ont d'autre but que de tenir en haleine les syndiqués, en leur faisant croire que l'on « prépare quelque chose, là-bas en haut, dans les confédérations ». Mais ces « campagnes », qui permettent à l'opportunisme de « gagner du temps » — seul espoir à l'échelle historique des classes condamnées et de leurs valets — lui permettent en même temps de dévier les luttes qu'il freine sur le terrain de la politique bourgeoise, celui des réformes et des mensonges démocratiques.

Que les organisations syndicales — rivales et complices — temporisent, c'est particulièrement sensible depuis mai 68. Les secrétaires confédéraux font semblant d'attendre quelque rendez-vous de Tilsitt ou d'ail-

leurs, que le gouvernement a annoncé plusieurs mois à l'avance, dont ils savent que le seul but est de ne rien accorder aux travailleurs, mais qu'ils font semblant d'attendre avec espoir, et pour le bon déroulement duquel ils demandent aux travailleurs du « calme » et de la « discipline ». De plus, l'ensemble des fonctionnaires syndicaux semble avoir bien appris une simple et unique leçon : la leçon du « report à plus tard » : en octobre on ne peut pas revendiquer disent ces messieurs pleins de sollicitude, parce que la rentrée des classes grève les budgets ouvriers, et en décembre on prépare déjà Noël ; si bien que le seul « moment » opportun qu'ils puissent trouver sur leur calendrier, est le mois de novembre, pour lequel ils ont déjà préparé quelque « journée nationale d'action » qui ne doit pas être « troublée » par des grèves intempestives. En janvier, expliquent nos petits bonzes, les ouvriers se remettent des difficultés financières occasionnées par les fêtes. En février, pour peu qu'une cérémonie électorale soit en vue, ils expliquent que seuls des inconscients ou des provocateurs payés pour faire perdre la « gauche » aux élections peuvent souhaiter déclencher des grèves, si bien que Pâques est atteint sans dommage. Enfin, avant les vacances de juillet viennent les mois les plus dangereux : mais si mai et juin passent sans trop de casse, si au moment où se développent des grèves, on lance les « campagnes » appropriées, si elles réussissent à jouer leur rôle de *contre feu*, ils savent promettre une chaude lutte... pour la rentrée.

Ainsi l'opportunisme orchestre la fanfare des campagnes

nationales pour couvrir les fausses notes que font entendre ceux qui protestent contre toute une série de petites trahisons locales. Il noie les combats réels de la classe dans la grande ampleur de mouvements *illusoire*. Il joue à traquer l'exploitation « sous toutes ses formes », alors qu'il s'efforce en fait de faire oublier aux ou-

vriers, par exemple par des modifications statutaires, que leur seul objectif doit être *l'abolition du salariat*.

Il freine les luttes, mais aussi les dévie. C'est là la double signification des campagnes, et c'est dans le but d'avilir, de dénaturer le combat des prolétaires que l'opportunisme choisit soigneusement ses thèmes.

La fiscalité de classe

« Derrière la revendication d'abolition de l'impôt se cache la revendication d'abolition de l'Etat » disait Marx, parlant des premiers pas hésitants du jeune prolétariat. Parlant des actuelles manœuvres du vieil opportunisme, on doit dire : « Derrière la revendication de justice devant l'impôt, ils s'efforcent de cacher la revendication d'abolition de l'Etat ». La revendication « à revenu égal impôt égal » fut historiquement révolutionnaire. Dans la « Neue Rheinische Zeitung » du 14-4-48, Engels rapporte les mesures révolutionnaires prises par la diète de Presbourg sous l'impulsion de Kossuth. Nous y trouvons : « l'émancipation des paysans, l'abolition des charges féodales, l'émancipation des juifs et l'égalité de toutes les classes devant l'impôt ». L'égalité devant l'impôt est donc bien une mesure révolutionnaire, mais une mesure *révolutionnaire démocratique bourgeoise*, figurant dans les programmes anti-féodaux du XIX^e siècle, et qui se fixe pour but la destruction des ordres, l'égalité politique des citoyens devant l'Etat.

Pour Marx « les impôts sont la base de la machine étatique et rien d'autre... l'impôt sur le revenu suppose les diverses sources de revenu des différentes classes et donc la société capitaliste ». Or, dans la société capitaliste, la classe ouvrière ne touche un revenu que pour les économistes bourgeois qui expliquent que le « facteur travail », un des facteurs de la production parmi d'autres, est rétribué suivant son utilité. Si Marx s'est attaché à démontrer quelque chose dans sa vie de militant, c'est que l'ouvrier est exploité parce qu'il touche un *salairé*, déterminé par la valeur de sa force de travail. Nous ne nous trouvons plus en présence de trois petits tas de pièces d'or juxtaposés représentant respectivement les revenus de la terre, du capital et du travail, et dans lesquels l'Etat pourrait « piocher » avec plus ou moins de « justice ». Nous sommes en présence de rapports sociaux antagoniques où le prolétariat crée à la fois la contre-valeur de sa force de travail et la plus-value que se partagent ensuite capitalistes et propriétaires fonciers. Dans cette conception qui démasque *l'exploitation*, le prolétaire est exploité non comme *contribuable* mais comme *salarié*, non à cause de l'injuste organisation de l'Etat, mais à cau-

se de l'organisation de la société tout entière.

Et Marx, après avoir montré que le salaire est déterminé par la valeur de la force de travail, explique que « la diminution d'un impôt n'est d'aucun profit pour les ouvriers. En revanche son augmentation leur nuit ». Toutes choses égales par ailleurs, la diminution de l'impôt fera baisser le prix de la force de travail comme conséquence de la concurrence des ouvriers entre eux. Si ces derniers veulent que cette diminution de l'impôt se traduise par une augmentation réelle de leur rétribution, ils devront resserrer leurs rangs, et faire reculer d'un pas le capital dans la *lutte de classe*. Par contre, si l'Etat augmente l'impôt, la classe ouvrière ne peut maintenir sa rétribution à son niveau antérieur qu'en regagnant le terrain perdu, et en imposant au capital une augmentation de salaire, par la *lutte de classe*.

Derrière tous les raisonnements abstraits des économistes et des prétendus réformateurs sociaux, les communistes montrent la lutte, le rapport de forces entre exploités et exploités.

Les prolétaires n'ont donc rien à attendre de la « fiscalité démocratique » que leur promet le gouvernement de gauche. Et la campagne lancée par les opportunistes contre la fiscalité de classe n'a pas le moindre fondement théorique dans le camp du communisme. Qui plus est, elle n'a pas de sens du tout puisque toute fiscalité, supposant un Etat, est nécessairement « de classe ».

Mais de tout cela, l'opportunisme ne se soucie guère ; ce qui lui importe c'est de détourner les ouvriers de la lutte véritable, de la lutte contre le capital. En effet, sans le « secours » attentionné des bonzes, les prolétaires auraient peut-être simplement estimé que leurs salaires étaient trop bas : réflexe dangereux s'écrie Séguy ! et il vient leur expliquer vaillamment, à ces prolétaires qui ne sont pas passés par les écoles syndicales, que ce ne sont pas leurs salaires qui sont trop bas, mais... leurs impôts qui sont trop hauts ! Les prolétaires auraient peut-être pensé que le seul moyen de remédier à cet état de choses était la grève ; réflexe dangereux s'écrie Séguy ! et il leur propose une campagne nationale d'action, sous l'œil bienveillant des partis de gauche.

Les transports en commun

« On ne nous transporte pas, on nous roule ». C'est sur ce slogan si particulier que le PSU et Lutte Ouvrière engagèrent leur « campagne » contre le « scandale des transports en commun ». Ce slogan imagé avait pour des antimonomopolistes, l'immense mérite de protester contre une escroquerie. On nous roule ! Non pas : on nous exploite. On nous soutire de la plus-value, mais : on nous roule, on ne nous en donne pas assez pour notre argent. Non pas : luttons en prolétaires contre le système mercantile, contre le capital, mais luttons pour un échange égal, pour le bon fonctionnement des échanges ! Avec ces consonances si finement senties, faisant appel non au prolétaire en tant que salarié, mais à l'« usager » en tant que cochon de payant, les petits opportunistes avaient trouvé un bon filon que les grands se hâtèrent d'exploiter : la CGT et la CFDT emboîtèrent sans la moindre gêne le pas à Lutte Ouvrière et au PSU et reprirent leurs revendications. Elles venaient d'adopter un nouveau thème de lutte, intelligent, diversifié et nouveau au possible.

Et sur ce thème, elles se permirent d'organiser plus que des grèves : des manifestations !

La société capitaliste connaît l'ordre dans l'usine et le désordre dans la société. La société capitaliste n'est pas sociale : elle est déchirée par des antagonismes gigantesques qui trouvent leur expression dans l'argent. Il ne peut y avoir dans cette société de service public ; tout ce qui est étatique, loin d'être public porte la marque de la propriété et de la propriété la plus violemment défendue, la propriété d'Etat. Tout ce qui est public dans la société capitaliste porte les ineffaçables stigmates du fait que la société capitaliste est la société de la propriété privée portée à ses ultimes conséquences. Et l'Etat n'a d'autre rôle que d'assurer le fonctionnement de tous les rouages du système capitaliste : les hôpitaux servent à réparer les travailleurs à des coûts plus ou moins élevés, des écoles à qualifier les « travailleurs » à des coûts plus ou moins élevés, les transports en commun à alimenter en force de travail vivante le Moloch des usines, à

des coûts plus moins élevés. Si bien qu'il existe toujours un certain retard entre la nécessité où est l'Etat de satisfaire certains besoins sociaux et ses possibilités de le faire : la société du capital n'accorde que chichement à son représentant et défenseur l'Etat, les crédits pourtant destinés à financer des « services publics indispensables ».

Dans ces conditions, revendiquer un accroissement des crédits est le pire des opportunistes : c'est vouloir guérir les plaies engendrées par le capitalisme par une nouvelle application de capitalisme, c'est ne pas comprendre (ou vouloir cacher dans le cas des grands opportunistes) qu'une nouvelle application de capitalisme ne ferait que reproduire les difformités de la société actuelle sur une échelle élargie.

Mais l'opportunisme trouve à ces revendications d'immenses avantages. Les travailleurs, voyant augmenter le prix des transports en commun, auraient peut-être vu le remède dans la lutte pour des augmentations de salaire. Voyant augmenter la durée du transport, ils auraient peut-être pensé à imposer à leurs patrons une diminution du temps de travail. Réflexe dangereux pense Séguy ! Et il pense : surtout pas ça ! Les travailleurs bloqueraient la production, ce qui est mauvais pour la nation, ils feraient grève ce qui les ferait se dresser contre le capital indépendamment des couches moyennes, et ils se battraient comme salariés ce qui ne leur permettrait pas d'apprécier toute la sollicitude que leur témoignent les députés et les notables de gauche. Pour éviter tous ces malheurs, Séguy se lance dans une des formes supérieures de l'action : la manifestation de rue. Ceux qui voient là une radicalisation sont des naïfs, ceux qui se félicitent d'avoir « contraint » la CGT à défendre les intérêts des travailleurs devraient se repentir de lui avoir permis de faire illusion.

La retraite

A la différence des revendications précédentes, la revendication de la retraite à 60 ans n'est pas une revendication populaire mais elle entre dans le mouvement de contestation de la plus-value qui définit les revendications ouvrières immédiates. La retraite à 60 ans augmente le nombre d'années pendant lesquelles le Capital doit verser à ses salariés sortis de la production et ne fournissant donc plus de plus-value la pension qui leur permettra de vivre dans l'attente du cinquième et qui est du salaire différé. Différé ou non, le salaire n'augmente qu'aux dépens du profit, ce qui explique les lamentations de la classe des entrepreneurs qui, insoucieuse des tableaux dramatiques qu'on lui peint de la vieillesse ouvrière épuisant ses ultimes forces dans le bain productif pour mourir au sortir immédiat de la vie active, s'écrie cyniquement :

« Tout cela est fort beau, à moi, ça va me coûter des milliards ». Le cynisme du Capital qui, à l'aube de son règne ne montrait pas la moindre pitié pour les enfants que leurs parents pressés par le besoin jetaient en pâture à son exploitation, et qui aujourd'hui affirme durement son droit de pressurer jusqu'au bout, jusqu'à ce que mort s'ensuive, les millions d'hommes qui à ses yeux n'ont d'autre raison d'être sur cette terre que de lui créer de la richesse est certes ignoble. Il est facile de faire vibrer les foules en dénonçant l'oppression de l'enfance hier, de la vieillesse aujourd'hui par le Moloch bourgeois, mais cela n'a pas la moindre signification classiste et à plus forte raison révolutionnaire quand la campagne est lancée par des gens qui abandonnent sans pudeur la *classe ouvrière adulte des deux sexes* aux exigences effrénées du Capital.

Face à la question de la retraite, comme face à toute revendication partielle, toute revendication concernant une par-

(Suite page 3)

Syndicats de banquiers

Le 21 juillet était publiée au « Journal Officiel » la décision de fermer vingt-sept comptoirs de la Banque de France. Cette fermeture et les licenciements qu'elle entraîne ont provoqué la « riposte immédiate » de tous les syndicats qui ont demandé à leurs adhérents d'arrêter le travail pendant 24 heures.

« Ce ne sont ni des vues corporatistes, ni même la défense » de l'emploi au sein de la Banque de France qui poussent les « syndicats et le personnel à l'action, mais le souci de défendre » un outil au service de la Nation et celui d'étendre l'influence » de l'Institut d'émission pour une plus grande efficacité dans la « direction de l'économie nationale ». (Communiqué intersyndical : CFTC - CGC - CFDT - CGT).

Quand il s'agit de voler au secours de la Nation, de la propriété et de l'argent, le front des larbins et des défenseurs acharnés de l'économie capitaliste se reconstitue immédiatement. « Vive la Banque de France », « soutenons notre économie nationale que le gouvernement ne sait pas bien gérer », voilà ce que crient et veulent faire crier aux salariés les bureaucrates syndicaux au service de la sacro-sainte Nation capitaliste française !

Des dizaines de millions de prolétaires ont été massacrés dans les guerres impérialistes pour que s'engraissent les bourgeois, marchands et banquiers du monde entier, des centaines de milliers d'ouvriers français sont morts pour renforcer l'argent français, les banques françaises et la Nation, des dizaines de milliers d'autres meurent chaque année sur leur lieu de travail assassinés par leur propre bourgeoisie avide de productivité, de compétitivité et de cadences infernales, et ces prétendues organisations « ouvrières » demandent aux victimes de cette exploitation féroce de défendre la Banque de France, symbole du capitalisme national !

Oui, la Banque de France est réellement un « outil au service de la Nation ». C'est un des outils de la domination de la bourgeoisie française et de SA nation sur les masses exploitées. Mais pouvait-on attendre autre réaction, autre « riposte » des syndicats qui ont collaboré ouvertement, à la Libération, à la reconstruction de l'économie capitaliste ? (« Retrouvez les manches », n'est-ce pas Messieurs les Ministres Thorez, Croizat et Tillon !). Ces syndicats n'ont pas changé, ils s'enfoncent toujours plus dans la collaboration ouverte avec la bourgeoisie nationale !

Il est tout à fait normal que ces organisations qui sabotent jour après jour les tentatives de lutte des ouvriers s'entendent, comme larrons en foire, avec les banquiers, politiciens véreux et bourgeois pour défendre la Nation. C'est LEUR Nation, LEUR Etat, LEUR Société !

Les prolétaires sauront bien un jour la faire sauter, et eux avec !

CONTRE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

(Suite de la page 1)

« législateur ». Le marxisme est la négation radicale de cette théorie. Pour lui, ce ne sont pas les courants d'opinion qui déterminent l'histoire, mais l'évolution des forces productives matérielles. Ce ne sont pas les bouleversements d'opinion qui expliquent les crises de la société, mais les crises de la société qui expliquent les bouleversements d'opinion. Pour lui, la théorie démocratique n'est qu'une illusion fantasmagorique, un voile idéologique qui recouvre la société bourgeoise. En réalité, la « démocratie » n'est que l'expression d'un rapport de forces, à un certain degré de l'évolution des forces productives, et non un moyen de parvenir à une société idéale et — pourquoi pas — socialiste, dans la concorde et l'allégresse générale. Ainsi, si les élections de 1968 ont désigné M. Pompidou comme le représentant de la volonté populaire, nous n'en déduisons pas que les élections n'ont pas été démocratiques : nous en déduisons que la société bourgeoise se développe sans crise trop dramatique, et que le rapport de forces est favorable au capital. Tout trotskyste est capable de pousser jusqu'à ce point la critique de la démocratie. Mais lorsque nous constatons que les syndiqués de la CGT élisent pour dirigeant le bibendum Séguy, en matérialistes conséquents, nous ne déduisons pas qu'il s'agit là du résultat de pressions, d'intimidations, de violations de la démocratie. Nous en déduisons que Séguy représente réellement l'état d'esprit de la plus grande partie des syndiqués de la CGT. Et les trotskistes ne peuvent plus nous suivre sur ce terrain. Ils s'exclament alors que les élections n'ont pas été réellement démocratiques, que la dictature des bureaucrates syndicaux a faussé le libre jeu de la démocratie et n'a pas permis aux ouvriers de s'exprimer réellement. Et il est vrai que les « démocrates véritables » qui sont à la tête de la CGT ne dédaignent pas d'utiliser les méthodes les plus autoritaires pour contraindre la démocratie à danser sur leur musique. Mais pour nous ces phénomènes sont tout à fait secondaires. L'essentiel — et c'est là ce que les trotskistes ne peuvent admettre qu'en partie — est que la classe ouvrière travaille et pense de façon « trade-unioniste » et qu'elle est par son apathie et sa soumission dans les époques de réaction, le soutien, réel de l'opportu-

nisme. Il n'y a pas dans l'histoire une lutte entre les « démocrates ouvriers » qui voudraient permettre à la classe ouvrière d'exprimer ses opinions révolutionnaires, face à des bureaucrates qui voudraient le lui interdire pour sauver leurs (réels) privilèges de caste. Il y a une suite de phases de stagnation et de crise de la société capitaliste, d'époques de développement pacifique et d'explosions révolutionnaires. Seule cette constatation poussée jusqu'à ses dernières conséquences, seule l'étude précise du rapport réel des forces permet au parti, loin de tout illusionnisme démocratique, de déterminer son orientation correcte.

C'est parce qu'ils glissent dans le marais de l'idéologie démocratique que les trotskistes sont des opportunistes pratiques. Ils veulent au fond suppléer par une **recette** — la démocratie ouvrière — les forces nécessaires à la révolution et que peut seule mettre en mouvement une crise profonde de l'appareil productif. Pour accélérer la venue de cette crise, ils font appel à un mot d'ordre — la démocratie ouvrière — qui prouve du même coup qu'ils ont abandonné le terrain du déterminisme historique. Pour expliquer l'actuelle apathie des masses prolétariennes, résultat de plus de trente années de développement impétueux du capitalisme après la fin de la deuxième guerre mondiale, ils sont obligés d'avoir recours à la fable manichéenne de la lutte des révolutionnaires et des bureaucrates. Parce que le fait de ne défendre que des positions de classe, strictement des positions de classe ne leur permettrait de réunir aujourd'hui que très peu de monde autour de leur drapeau, ils quittent le terrain de la théorie marxiste. La révolution n'étant pas en vue au bout du tunnel, ils font un pas de côté pour voir s'il n'y a pas de moyen de la faire arriver plus vite, et de ce fait sortent définitivement des rails. C'est là la caractéristique essentielle de l'activisme. Attaquer de front les réformistes — qui sont purement et simplement des contre-révolutionnaires à notre époque — sans équivoque, de façon frontale, leur semble de l'infantilisme. Ils pensent plus « approprié » de proposer... le front unique à la contre-révolution. La « démocratie », le « libre débat » entre « tendances du mouvement ouvrier » ne doit-elle pas permettre d'arriver à la « clarification » nécessaire.

Et l'on en vient ainsi à cette conception que c'est par manque de connaissances politiques, par manque de « liberté de discussion » dans les rangs du prolétariat que la révolution n'a pas encore éclaté.

Si aujourd'hui messieurs les trotskistes vous vous égosillez à crier « démocratie ouvrière », si vous réclamez votre place dans l'actuel mouvement ouvrier à côté des Séguy et des Maire, pensant les démasquer parce que vous saurez les mettre au pied du mur si seulement vous arriviez à « imposer » la démocratie ouvrière, vous vous faites de graves illusions. Mais cela ne nous chagrinerait pas outre mesure si vous n'accomplissiez la sale besogne qui consiste à semer des illusions dans la classe ouvrière. En agissant de la sorte, vous apportez votre caution de « révolutionnaires » aux contre-révolutionnaires opportunistes, vous contribuez à faire croire que ce qui sépare les actuels dirigeants syndicaux du communisme, ce sont de simples divergences d'opinion et non pas le fossé qui sépare la révolution de la contre-révolution, et qui est plein du sang des révolutionnaires assassinés. Que les « révolutionnaires » de l'OC n'aient à la bouche que des « camarade Bergeron » et des « camarades du PCF », que « lutte ouvrière » et la Ligue communiste marchent bras dessus bras dessous avec le PSU tout en se désolant du sectarisme du PCF qui brise la riposte ouvrière au gouvernement, tout cela relève d'une même confusion qui a pour nom **démocratie ouvrière**.

Mais de ce service que rendent les trotskistes à l'opportunisme, ils ne profiteront pas. Si rusés que soient les tacticiens, ils ne peuvent d'aucune façon échapper à la répression du stalinisme. Et réclamer aujourd'hui aux stalinistes la démocratie ouvrière, c'est réclamer d'être battu non par une brute désordonnée, mais suivant les règles de la boxe française. C'est s'imposer à soi-même de respecter les règles de la boxe française face à un ennemi qui est prêt à sortir son couteau. Nous communistes, nous ne nous inclinons jamais devant la majorité. Nous refuserons toujours de nous incliner devant les réformistes. Et nous veillerons à ne jamais apparaître que comme leurs ennemis. Nous mettrons toujours au premier plan le rapport des forces dans les assemblées, nous expliquerons que la démocratie, fut elle ouvrière n'est qu'une tromperie au nom de laquelle les opportunistes voudraient imposer le silence aux révolutionnaires. Et nous ferons toujours très attention, en parlant de « mouvement ouvrier » de ne pas permettre que l'on puisse nous situer dans ce qui est bien un mouvement, mais qui est un mouvement vers le passé, vers la conservation sociale. Avec ce mouvement-là, celui de l'opportunisme, et de ses flanc-gardes, pour la bonne raison qu'il va dans une direction diamétralement opposée à la nôtre, nous n'avons pas le moindre petit bout de chemin à faire en commun.

Cependant, messieurs les trotskistes, nous pensons avoir été injustes envers votre tactique, en lui déniaient toute possibilité de réussite. Si vous persévérez suffisamment dans la voie de l'appel à la démocratie ouvrière et au front unique, vous avez effectivement une chance d'être entendus. Vous serez entendus le jour où les masses prolétariennes, radicalisées par la crise du capitalisme — que les plus habiles mots d'ordre ne sauraient créer — débordent les grands partis opportunistes. Ce jour là vous verrez Séguy, Marchais et compagnie proposer d'eux-mêmes une vaste entente entre les partis ouvriers pour « sortir de la crise », ou « prendre les mesures qui s'imposent » suivant le vocabulaire sous lequel les traités dissimuleront leur trahison. Les grands opportunistes vous proposeront alors des discussions, et vous proposerez peut-être une alliance en dépit des divergences dont les stalinistes savent si bien dire lorsque cela leur est utile qu'« elles ne doivent pas nuire à l'unité ». Nous sommes contraints de dire que le caractère réformiste et intermédiaire du programme de transition d'une part,

l'histoire du trotskisme en Espagne, en France ou à Ceylan d'autre part ne nous autorisent pas à affirmer a priori que vous refuserez.

Mais en admettant, dans l'hypothèse la plus improbable que vous rompiez avec l'opportunisme dont vous êtes devenus avec le temps des poissons pilotes, savez-vous, ô très habiles tacticiens, quel serait le cri de guerre qui s'éleverait de toutes parts contre vous ? Vous ne voyez pas ? Vraiment pas ? Nous allons vous le dire. Vous verriez apparaître fous de rage, furibonds, écumants, les petits gorots Duclos et Séguy ; et eux aussi maintenant glapiraient de toutes leurs forces « démocratie ouvrière, démocratie ouvrière » ; et ils demanderaient le droit de participer aux débats, de discuter librement, tandis qu'en sous-main, comme les vieux traîtres sociaux-démocrates de l'époque, ils fourbiraient les armes de la contre-révolution. Vous les arrêterez ? Mais que comprendraient alors les ouvriers habitués à entendre les louanges de la démocratie ouvrière ? Ne seraient-ils pas... pour le moins désorientés, hésitants ? Et n'auriez-vous pas, ô subtils tacticiens, placé vous-même devant vous toute une montagne de difficultés ?

Notre position communiste est limpide. Nous repoussons toute démocratie, dans le domaine théorique, dans le domaine de la propagande, dans le domaine de l'agitation. Nous combattons comme particulièrement pernicieux l'op-

portuniste, devant les ouvriers, nous disons : vous nous écrasez parce que vous êtes les plus forts ; et nous crions aux ouvriers, VOICI NOS REVENDICATIONS, VOICI LES REVENDICATIONS COMMUNISTES POUR LESQUELLES ILS NOUS TRAHENT COMME ILS LE FONT. Nous acceptons d'être écrasés quand le rapport des forces est défavorable. Mais nous devons être écrasés non comme de misérables mendiants de la vénérable dénomination démocratique, mais comme des communistes, c'est-à-dire sans céder un pouce de terrain, en nous maintenant sur ce qu'on ne peut nous ôter : notre conception **matérialiste** de l'histoire, notre **programme communiste** qui nous permettra, lorsque le prolétariat se sera remis en marche pour détruire la civilisation capitaliste, d'écraser nos ennemis sans le moindre scrupule démocratique, forts du seul droit que nous donne l'histoire, qui n'est pas inscrit dans les accords, des conventions ou des ententes tacites, mais qui est celui de la force, qui ne respecte jamais la moindre étiquette, et qui est l'accoucheuse de toute civilisation nouvelle.

Aux opportunistes, devant les ouvriers, nous disons : vous nous écrasez parce que vous êtes les plus forts ; et nous crions aux ouvriers, VOICI NOS REVENDICATIONS, VOICI LES REVENDICATIONS COMMUNISTES POUR LESQUELLES ILS NOUS TRAHENT COMME ILS LE FONT. Nous acceptons d'être écrasés quand le rapport des forces est défavorable. Mais nous devons être écrasés non comme de misérables mendiants de la vénérable dénomination démocratique, mais comme des communistes, c'est-à-dire sans céder un pouce de terrain, en nous maintenant sur ce qu'on ne peut nous ôter : notre conception **matérialiste** de l'histoire, notre **programme communiste** qui nous permettra, lorsque le prolétariat se sera remis en marche pour détruire la civilisation capitaliste, d'écraser nos ennemis sans le moindre scrupule démocratique, forts du seul droit que nous donne l'histoire, qui n'est pas inscrit dans les accords, des conventions ou des ententes tacites, mais qui est celui de la force, qui ne respecte jamais la moindre étiquette, et qui est l'accoucheuse de toute civilisation nouvelle.

LA DIVERSION

(Suite de la page 2)

« audacieuses » n'est pas close avec cette description de trois manœuvres opportunistes. Les partis de gauche et les grandes organisations syndicales ont de la ressource et possèdent une sûre et longue expérience de la trahison. « De nouveaux thèmes de lutte » somment sans doute depuis bien longtemps dans de vieux cartons, l'opportunisme est vieux comme le monde et ses pièges nous sont connus. Les moins surprenants de ces futurs thèmes de lutte peuvent s'énoncer ainsi : amélioration du logement, réforme de la qualification professionnelle, et le plus ridicule sans doute ainsi : lutte contre la pollution. Que le gauchisme inventé précède le grand opportunisme ou lui emboîte le pas, la différence ne sera pas grande, car les uns et les autres jouent au fond le même rôle. L'opportunisme a fait le catalogue de tous les maux de la société actuelle, maux qu'il baptise du nom délicat de problèmes. Et les problèmes, bien entendu, appellent une solution. Ces Messieurs n'en sont pas chiches et proposent immédiatement leur plan de réforme qui rendront les hommes plus heureux et la vie plus belle, à condition — ils n'en demandent pas davantage — qu'on veuille bien les envoyer au gouvernement.

Entre les réformistes et les révolutionnaires, il existe une opposition de méthodes, qui est aussi une opposition de classe. Si les premiers font le catalogue de toutes les misères de la société capitaliste, c'est pour les traiter une à une par la méthode dite des améliorations, qui consiste tout simplement à rendre l'exploitation plus supportable, à supprimer les misères les plus dangereuses pour l'ordre social et à cacher la cause de toutes ces misères : le salariat. Le parti de classe, au contraire, montre que les misères du capitalisme ne peuvent être supprimées une à une parce qu'elles ont toutes la même et unique raison : le règne du Capital, que seule la force abattra.

La liste des revendications « nouvelles », « qualitatives » et « habiles », « diversifiées » et

Le S. N. E. S. et la hiérarchie

Dans le numéro de rentrée de l'« Université Syndicale » (organe du SNES) on peut lire la position suivante sur la hiérarchie des salaires : « En même temps qu'il (le syndicat) lui faut réclamer des moyens d'existence décents pour ceux qui sont au bas de la grille indiciaire, il lui appartient de ne pas laisser dévaloriser les traitements des salariés classés au milieu ou dans la partie supérieure des échelles. La hausse du coût de la vie se mesurant au pourcentage, ne pas réclamer des majorations au pourcentage, c'est détourner les augmentations de salaires de leur fonction essentielle qui est de maintenir et de faire progresser le pouvoir d'achat de tous les membres du personnel, victimes de la même exploitation ».

Première remarque : le « syndicat » avoue défendre les catégories les mieux payées tout en demandant la charité (« des moyens d'existence décents... ») pour les catégories les plus exploitées.

Car, deuxième remarque, même si l'on prend comme seul critère d'exploitation le montant du salaire, il est évident que tous les salariés ne subissent pas la « même exploitation ». Il suffit de constater les différences de salaires qui, pour ne parler que des fonctionnaires peuvent atteindre 1 à 5 et même 1 à 10.

Troisième remarque, il est faux de dire que « la hausse du coût de la vie se mesure au pourcentage », car un salarié qui économise rien voit toute hausse se répercuter intégralement sur son « pouvoir d'achat », tandis que cette hausse ne fera que réduire la part épargnée de plus hauts revenus, sans modifier ce « pouvoir d'achat » que le SNES prend tant à cœur.

Quatrième remarque, dire que la fonction des augmentations de salaires est de « maintenir et faire progresser le pouvoir d'achat » des salariés est l'aveu que le syndicat actuel se garde de remettre en cause la division catégorielle. En effet, dans le meilleur des cas, l'éventail des salaires resterait ce qu'il est, gage de division et d'impuissance. Nous disons bien dans le meilleur des cas, car une augmentation de 5 % n'a certainement pas la même conséquence — quoi qu'en dise le SNES — pour un suppléant instituteur ou pour un agrégé 11^e échelon !

Il est d'ailleurs inutile de s'attarder sur la démonstration de ce que les augmentations au pourcentage sont aux antipodes d'une revendication de classe ; le SNES n'est pas ce qu'il est par ignorance et ce n'est certes pas par hasard qu'il avance de telles contrevérités. Ce que ce syndicat tente d'imposer contre les revendications uniformes de plus en plus fréquentes, c'est la superstition d'un salariat éternel, d'une éternelle hiérarchie sociale. La lutte contre l'orientation de ce « syndicat » est une lutte contre la discipline qu'il tente de maintenir : celle du Capital.

PERMANENCES DU PARTI

★ A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 25 septembre et 9 octobre, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 3 et 17 octobre, de 10 h. à 12 h., au siège du « Proletaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.

★ A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h., au siège du « Proletaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

L'été chaud du grand capital

(Suite de la première page)

lemagne, et les Pays-Bas, ils ont peut-être demandé la permission de réévaluer leurs monnaies en 70 et puis de les faire flotter ? Vous vous êtes « unis » en Marché Commun, vous avez juré de bannir le protectionnisme, vous avez échafaudé des plans d'intégration économique et politique ; et aujourd'hui vous n'avez même pas réussi à vous unir devant mon chantage (pardon, devant mon appel à la raison) ; chacun d'entre vous s'occupe d'abord de ses affaires ; vous piailliez dès qu'on parle d'instaurer une taxe ; vous vous levez que je vous prête mon armée, et vous vous lamentez si je vous présente la note.

Un peu de bon sens : la vieille sagesse italienne (celle qui est la plus féconde en envolées rhéoriques sur un front commun européen non seulement politique, mais monétaire et économique) a dit, par la bouche de M. Ventriglia : « Le marché des Etats-Unis est plus important pour le reste du monde que celui du reste du monde pour les Etats-Unis ». Reconnaissez-moi donc le droit de ne pas dévaluer ma monnaie et de vous demander à vous de réévaluer les vôtres. Je vous ai menacés de surtaxer les importations (et que celui d'entre vous qui est sans péché en la matière jette la première pierre) : réévaluez et peut-être que je renoncerais à cette mesure ; pour moi le résultat est le même et vous, vous n'avez aucune force matérielle pour le modifier ! Rendez-vous à l'évidence : ma crise est votre crise à tous. Vous me craignez, mais vous craignez encore plus qu'il ne m'arrive malheur, parce que je suis vous tous. Faites-vous tous porter malades : après nous discuterons.

C'est ainsi que le second mythe s'est écroulé lui aussi. L'orgueilleuse livre sterling était tombée de son piédestal et le dollar lui avait succédé ; maintenant c'est le dollar qui s'écroule, mais il n'y a rien pour le remplacer (il n'y a que l'imbécillité démocratique des divers P.C. nationaux pour invoquer une monnaie qui « appartient » à tout le monde parce qu'elle n'appartient à personne), rêve éternel du petit-bourgeois, du boutiquier, et de leur idéologue Proudhon).

Il n'y a pas de régime de classe qui soit éternel ; il n'y a pas de mode de production mercantile qui soit stable ; il n'y a pas

Le rapprochement Chine-U.S.A.

Le second tremblement de terre importe moins par ses conséquences matérielles objectives que par ses répercussions subjectives, qui elles aussi sont une condition (et non des moindres) de la reprise générale du prolétariat révolutionnaire. Nous ne ferons aujourd'hui que le survoler, car nous en avons parlé, nous en parlons, et nous en reparlerons, dans ces colonnes.

Le nom de Mao (dans la mesure où l'individu joue dans la dynamique des faits sociaux) se rattache, entre autres, à une grande mystification — entre autres, car les « pensées » du président sont aussi nombreuses et variées que les cent fleurs : une tous les deux ans, voire tous les deux mois ; blanche aujourd'hui, noire demain — : c'est ainsi qu'il prétendait que les soi-disant pays « socialistes » se trouvaient devant des antagonismes, ou plutôt — terme moins fort — devant des « contradictions » principales et secondaires, les unes permettant des accords politiques et économiques, les autres n'admettant que « le combat ou la mort ». Les Etats-Unis évidemment se trouvaient du côté des contradictions principales, ce qui les opposait non seulement aux pays « socialistes », mais à tous les pays soumis de quelque manière au joug impérialiste, et interdisait à ceux-ci de conclure des accords avec le géant américain. Vestale du « socialisme » à l'intérieur, et des luttes de libération nationale à l'extérieur de ses frontières, la Chine jurait une haine éternelle à l'Amérique et invitait ses fidèles à par-

de famille de marchands qui soit unie. On ne peut pas avoir à la fois le négoce, le règne de la marchandise, et la paix : on a au contraire la lutte à couteaux tirés, l'instabilité permanente, le « chacun pour soi, personne pour tous », et en même temps un même lien enchaîne tous les partenaires à une contradiction que nous autres marxistes « doctrinaires » avons définie comme une contradiction entre le « volcan de la production » et le « marais du marché ».

Vous rêvez de « réformer » le système monétaire international ? C'est aussi vain que de vouloir empêcher le mode de production capitaliste mondial, qui est le mode de production le plus chaotique, le plus tumultueux, le plus frénétique et insensé de l'histoire, d'être transitoire et périssable comme tous ceux qui l'ont précédé.

Nous autres communistes, qui ne prétendons pas à rafistoler le capitalisme, nous voyons dans ce tremblement de terre (auquel aucune « table ronde » ne pourra remédier) la confirmation d'une condamnation historique inscrite dans le mécanisme de votre existence organique, tout comme l'agonie finale est inscrite dans le mécanisme du corps humain. C'est déjà beaucoup, mais cela ne suffit pas : nous le saluons aussi comme une prémisses matérielle, comme une condition objective de la reprise révolutionnaire. C'est le prolétariat qui ressentira dans sa chair, amollie par une brève période de « prosperity », le traumatisme de votre sclérose galopante. C'est lui qui subit aujourd'hui le marasme du marché mondial, et c'est lui qui subira demain les « remèdes » avec lesquels on prétendra le guérir.

Pleurez, bourgeois, sur les malheurs des économies nationales ! Pleurez sur l'« harmonie » perdue ! Quant à nous, nous ne vous souhaitons qu'une chose : de crever. Votre ennemi, le « spectre » de 1848 et de 1917, renaîtra. Il retrouvera la grande tradition de combat des générations passées de prolétaires ; il retrouvera le fil que même la défaite n'a pas pu briser : le programme de l'émancipation prolétarienne condensé dans le Parti Communiste mondial !

L'heure approche : vive le tremblement de terre monétaire, prélude d'un tremblement de terre social !

tir en guerre : ce n'était, leur apprenait-elle, qu'un « tigre de papier ».

La « pensée du président Mao », avait gratifié la Chine d'une recette singulière : l'art de « construire le socialisme » au moyen du bloc des quatre classes, dans un pays à prédominance agricole, par la force de la « volonté » et la vertu de la « culture », rejoignant — de « bond en avant » en « bond en avant » — l'ennemi détesté, pour enfin le dépasser. Elle avait une seconde recette à offrir au monde : remplacer la lutte frontale du prolétariat contre la bourgeoisie par la guérilla en ordre dispersé d'armées nationales - paysannes informes dans les régions marginales, périphériques, de l'impérialisme — moins coûteuse, disait-elle, et d'effet plus sûr ?

Que reste-t-il aujourd'hui de toute cette « stratégie » ? A vrai dire, l'intransigence « anti-impérialiste » et le soutien aux guérillas nationales-démocratiques avaient déjà à plusieurs reprises cédé le pas à l'« ennemi » et à un élégant abandon des « pays-frères ». En 1954 à Genève, alors que la Russie et la Chine filaient encore le parfait amour, les victoires militaires du Vietnam avaient été sacrifiées aux intérêts supérieurs de la « paix mondiale », au début de 1971, avec le Pakistan comme avec Ceylan, la Chine a agi selon ses propres intérêts de puissance en sacrifiant ceux de masses affamées, qui s'imaginaient peut-être trouver en elle un appui ; aujourd'hui, elle n'hésite pas à conclure des

accords avec le Soudan massacreur de « communistes » moscouitaires, qui eux, s'imaginaient peut-être trouver auprès de la Russie l'appui fraternel dont on parle tant. Laissons de côté la main tendue à la Grèce des colonels, au Koweït des Cheïks, à la Turquie des généraux : « contradictions secondaires » ! Mais la main tendue à l'« ennemi n° 1 », aux Etats-Unis ? Les vœux de prospérité à ces dépendances des Etats-Unis que sont, malgré leur turbulence, les pays du Marché Commun ? Les fraternelles accolades avec le héros de la synthèse entre « patriotisme et internationalisme », Ceaucescu, honnête entremetteur de ces justes notes ?

Au faite de la puissance, les U.S.A. étaient un tigre de papier : au début de leur déclin ils seraient devenus un tigre de fer mais au cœur tendre ? La révolution avançait sur la gueule des fusils : avancerait-elle aujourd'hui sur des raquettes de ping-pong ? La « volonté » et la « culture » suffisaient pour souder quatre classes en un bloc unique, pour construire le « socialisme » ; elles ne suffisaient plus, devant les exigences de l'accumulation capitaliste. La Russie était révisionniste par sa collusion politique avec les U.S.A. : la Chine pourra-t-elle encore prétendre qu'elle ne l'est pas, quand elle demande à cor et à cris qu'on lui ouvre les portes de l'O.N.U., société mixte russo-américaine et « repaire de brigands » comme la Société des Nations dans la phrase de Lénine ? Elle proclamait la révolution « ininterrompue » ; le cycle s'interrompra-t-il quand résonneront les trompettes de la « coexistence pacifique » enfin retrouvée dans le parterre des cent « fioretti » de Saint Mao ? Héroïques combattants vietnamiens, ouvrez l'œil : ça commence à sentir le roussi, comme à Genève il y a seize ans !

Et qu'on ne vienne pas nous dire que Mao et Chou En-lai acceptent de devenir les partenai-

Bloc soviétique et monde arabe

Lors des crises périodiques du « bloc soviétique » ou du « camp socialiste » (d'abord Poznan, puis Budapest, quelques années plus tard Prague, quelques années plus tôt Belgrade et Pékin), le bloc américain avait du moins pu s'offrir le luxe de se frotter les mains en disant avec satisfaction : ce n'est pas comme nous : regardez comme nous sommes unis ! Dans la crise qui s'est ouverte avec la débâcle du dollar la Russie n'a même pas la joie de pouvoir faire de même. De quelle fraternité pourrait-elle bien se vanter, avec une Roumanie plus chauvine et libéralisante que jamais, et qui est dans le « camp » mais non dans le « bloc », avec une Yougoslavie plus jalouse encore de son indépendance que dans la fatale année 1948, malgré tous les ennuis qu'elle récolte avec le bloc informé de ses populations fédérées et avec ses entreprises autogérées ? De quelle harmonie pourrait-elle bien se glorifier, alors qu'elle tire à boulets rouges contre la Chine pourtant toujours « socialiste » (la dernière accusation, c'est de vivre sur le trafic de l'or et sur les jeux de hasard par l'intermédiaire de la colonie portugaise de Macao) ? Et d'autre part, que peut-elle reprocher à ces « frères séparés », alors qu'elle a été la première à adopter la formule de l'indépendance réciproque des Etats « socialistes » et de la non-ingérence dans les affaires des autres, dans la bizarre perspective d'un socialisme où il existe un je et un tu, un intérêt personnel et un intérêt d'autrui ?

Mais des tremblements de terre plus graves ont ébranlé et ébranlent le « bloc soviétique », balayant d'un coup tous les mythes péniblement échafaudés au cours de dizaines d'années d'« habile » travail diplomatique. Au cours de toutes ces années, Moscou avait distribué des diplômes de « socialisme » à toutes les jeunes bourgeoisies — jeunes mais déjà corrompues — disposées à mendier son aide plutôt que celle des Etats-Unis.

res économiques de Nixon, mais qu'ils montreront les dents ; qu'ils transposeront dans le monde du commerce l'intransigence qu'ils abandonnent dans celui des rapports politiques. En réalité l'intransigence dans ce domaine est limitée irréductiblement par les rapports de force : ce sont les rapports de force qui dicteront à la Chine son attitude à l'égard des Etats-Unis. En effet ni les « bonds en avant » ni la « révolution culturelle » ne lui ont permis (ni ne pouvaient lui permettre) de mener jusqu'au bout ne serait-ce que la tâche d'une bourgeoisie nationale et de réduire le gap entre une production brute par tête qui selon les chiffres fournis par le grand ami de Mao, Edgard Snow, était en 1970 de 120 dollars, contre 4687 dollars pour les U.S.A. Coincée entre la Russie et le Japon (et comme on sait Moscou est justement en train de faire les yeux doux à Tokyo et a juré une éternelle amitié à New-Delhi : l'état se resserre !), la Chine ne peut pas ne pas capituler. Et qu'on n'objecte pas que les bolcheviks aussi ont dû faire des concessions au capitalisme mondial : conscients d'avoir entre les mains un pouvoir politique qu'ils avaient arraché par une révolution prolétarienne (qu'il n'a y pas eu en Chine), les bolcheviks savaient aussi qu'il était impossible de changer les rapports de production dans la seule Russie ; et jamais ils n'achetèrent leurs concessions économiques en renonçant à soutenir activement la révolution internationale, qui était la condition pour dépasser à l'échelle mondiale les inégalités de développement économiques, et non une mosaïque de « socialismes dans un seul pays » imaginés par des paranoïaques !

Non, aucune « voie nouvelle » au socialisme n'est sortie du cerveau de Mao, pas plus qu'elle n'était sortie du cerveau de Staline !

Sa carte maîtresse, c'était les Etats arabes : « socialistes » même s'ils étaient monarchistes, « socialistes » même s'ils étaient incapables de réaliser la moindre réforme agraire, « socialistes » même s'ils étaient dirigés par des cheïks et des fidèles d'Allah, « socialistes » même s'ils étaient fermement décidés à mettre en prison ou à envoyer à la potence (on l'a vu au Soudan, on l'a déjà vu et on le ver-

Epilogue

Le dernier acte (pour l'instant) du drame des peuples semi-coloniaux ou ayant accédé à l'indépendance et des pays « arriérés » vient de se clore en Bolivie. Le « socialisme » de l'armée régulière alliée à des patrouilles irrégulières cède la place au « nationalisme socialiste » d'une autre fraction de l'armée régulière alliée à une autre « phalange » irrégulière. Trois mythes s'écroulent à la fois : celui de la « voie moscouitaire », celui de la « voie chinoise », celui de la « voie guévariste ». Aurons-nous en échange une ennème version « socialiste », cette fois made in U.S.A. ?

Les bourgeois n'ont pas de quoi chanter victoire et dire : « Vous voyez ? Nous, nous avons les mains propres ! Vous voyez ? Chez nous on ne tire pas ! ». Dans un coin de la verte Irlande, les troupes de Sa Majesté britannique, sur le pied de guerre, sont en train de « rétablir l'ordre » ; plus tard, plus tard seulement, les politiciens seront disposés à « négocier ». Négocier quoi ? En Irlande du Nord ce ne sont pas deux religions ni deux races qui s'affrontent, même si c'est sous cet aspect que cette tragédie désormais séculaire apparaît à ses protagonistes : ceux qui s'affrontent, ce sont les dominateurs étrangers qui détiennent toute la richesse et donc le pouvoir politique, qu'ils ont conquis par la violence et qu'ils défendent par la violence, et une plèbe indigène d'affamés, sans-terre, sans-réserves, sans-droits, une « populace » opprimée comme

ra peut-être à nouveau en Egypte) les militants « communistes » moscouitaires.

La gigantesque perspective de la III^e Internationale prévoyait que les anciens peuples coloniaux se soulevaient dans le sillage de la révolution prolétarienne mondiale et accéderaient à l'unité et à l'indépendance sous la pression d'un prolétariat peu nombreux, mais solidement organisé autour de son parti de classe indissolublement uni au Parti mondial de la révolution. La Russie de Staline, Khroutchev ou Brejnev, a prétendu rester fidèle au marxisme alors qu'elle inversait ce plan grandiose : tout pour les bourgeoisies nationales (les plus rapaces, les plus avides, les mieux disposées à négocier avec les classes dominantes précapitalistes et à forniquer avec le premier impérialisme qui desserrait les cordons de sa bourse) ; rien (sinon dans l'au-delà d'un avenir problématique) pour la classe ouvrière et même pour les classes paysannes. Dans la conception de l'I.C., en 1920, le panislamisme était aussi réactionnaire que le sionisme, même du point de vue bourgeois (l'orgueilleuse bourgeoisie naissante avait jeté à bas les idoles religieuses et ne reconnaissait que la « déesse » Raison !) ; dans la conception de 1945-71, la « nation arabe », l'« unité des peuples musulmans », est devenue révolutionnaire. Et c'est ainsi qu'il est né une nouvelle « famille », arabe et « socialiste ».

On récolte aujourd'hui les fruits de cette politique : les Arabes s'entre-tuent, mais ne réussissent pas à en finir avec Israël ; les « socialistes » s'entredéchirent ; l'Egypte et la Libye acceptent l'aide de Moscou. Moscou accepte (ou subit) le massacre de ses fidèles ; Hussein combat les fedayins palestiniens alors qu'il ne peut pas combattre l'« ennemi n° 1 » au-delà du Jourdain ; ses frères de race et de religion, les « révolutionnaires », les « socialistes » se contentent de rester spectateurs. Saadate vient de signer un traité d'amitié avec l'U.R.S.S. Kadhafi vient de recevoir une nouvelle décoration soviétique et ensemble ils ramènent Nemeiry au pouvoir en renversant Al Atta. On avait découvert la ennème « nouvelle voie au socialisme » : Israël, pays archi-bourgeois, et les Etats-Unis derrière Israël, peuvent rire et attendre. Cette fois, les ennemis qu'ils ont en face d'eux sont bien des « tigres de papier ».

celle des ghettos américains, en pleine Europe « civilisée ». Qui résoudra le problème ? Les docteurs en théologie, les spécialistes des questions nationales et raciales, l'I.R.A. irlandaise, ou les défenseurs britanniques de la dernière colonie qui subsiste en Europe ? Est-ce que ce sera la pure force, la force d'où qu'elle vienne, d'un côté ou de l'autre ? Une seule force pourra résoudre le problème « irlandais » : la force de la guerre de classe, qui n'est ni locale, ni nationale, ni confessionnelle, mais tout au contraire antilocale, antinationale, anticongressionnelle.

Le monde bourgeois est secoué par une seule et même tempête. Il a un seul antagoniste : la classe des salariés. C'est elle, et elle seule, qui transformera la tempête qui déferle sur ces Etats policiers et réactionnaires en une tempête révolutionnaire, qui mettra fin à la rude et sauvage préhistoire humaine et ouvrira l'histoire fraternelle et lumineuse de l'espèce !

Voilà ce que nous enseigne le marxisme, qui est dur et dictatorial, parce qu'il est scientifique. C'est à prendre ou à laisser.

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.